

**COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL
DE LYON**

N° 19LY00005

MM. Henri et Robin VULLIET

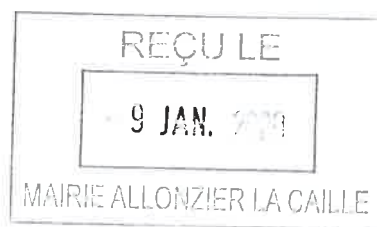
Mme Christine Psilakis
Rapporteuse

M. Jean-Simon Laval
Rapporteur public

Audience du 10 décembre 2019
Lecture du 9 janvier 2020

68-01-01-01-03

C



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

La cour administrative d'appel de Lyon

(1^{ère} chambre)

Vu la procédure suivante :

Procédure contentieuse antérieure

MM. Henri et Robin Vulliet ont demandé au tribunal administratif de Grenoble d'annuler la délibération du 12 juillet 2016 par laquelle le conseil municipal d'Allonzier-la-Caille a adopté le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune ainsi que la décision du 25 novembre 2016 rejetant leur recours gracieux.

Par un jugement n° 1700296 du 31 octobre 2018, le tribunal administratif de Grenoble a annulé la délibération du 12 juillet 2016 en tant qu'elle classe la parcelle A n° 960 et une partie de la parcelle A n° 2389 en zone UH et en tant que cette dernière parcelle ne comporte plus d'espace boisé classé, a annulé dans cette mesure la décision du 25 novembre 2016 ayant rejeté le recours gracieux de MM. Vulliet et a rejeté le surplus des conclusions des demandeurs.

Procédure devant la cour

Par une requête et un mémoire en réplique enregistrés le 2 janvier et le 22 septembre 2019, ce dernier n'ayant pas été communiqué, MM. Vulliet, représentés par la Selarl CDMF- Avocats-Affaires publiques, demandent à la cour :

1°) d'annuler ce jugement du tribunal administratif de Grenoble du 31 octobre 2018 en ce qu'il n'a pas fait droit à l'ensemble de leur demande ;

2°) d'annuler la délibération du conseil municipal d'Allonzier-la-Caille du 12 juillet 2016 approuvant le PLU et la décision rejetant leur recours gracieux ;

3°) de mettre à la charge de la commune d'Allonzier-la-Caille la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Ils soutiennent que :

- la délibération du 12 juillet 2016 a été prise en méconnaissance des dispositions de l'article L. 2121-13 du code général des collectivités territoriales ; aucun document n'étant joint à la convocation des membres du conseil municipal, ces derniers n'ont pas reçu une information suffisante sur les nombreuses modifications apportées au projet de PLU après enquête publique ;
- le classement des parcelles cadastrées section A 938 et 2304 en zone agricole est entaché d'erreur manifeste d'appréciation, de même que le classement de la parcelle cadastrée section A 1843 en zone UH.

Par un mémoire en défense enregistré le 9 août 2019, la commune d'Allonzier-la-Caille, représentée par M^e Philippe, conclut au rejet de la requête et à ce que la somme de 3 000 euros soit mise à la charge des requérants en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient qu'aucun des moyens soulevés n'est fondé.

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu :

- le code de l'urbanisme ;
- le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Christine Psilakis, première conseillère,
- les conclusions de Jean-Simon Laval, rapporteur public,
- et les observations de M^e Fiat pour MM. Vulliet ainsi que celles de M^e Debris pour la commune d'Allonzier-la-Caille ;

Considérant ce qui suit :

1. Par jugement du 31 octobre 2018, le tribunal administratif de Grenoble a, sur la demande de MM. Vulliet, annulé la délibération du 12 juillet 2016 du conseil municipal d'Allonzier-la-Caille en tant qu'elle classe la parcelle A n° 960 et une partie de la parcelle A n° 2389 en zone UH et en tant que cette dernière parcelle ne comporte plus d'espace boisé classé. MM. Vulliet relèvent appel de ce jugement en tant qu'il a rejeté le surplus de leur demande.

Sur la légalité de la délibération du 12 juillet 2016 :

En ce qui concerne l'information des conseillers municipaux :

2. En vertu de l'article L. 2121-13 du code général des collectivités territoriales les membres du conseil municipal disposent, dans le cadre de leurs fonctions, d'un droit à être informés des affaires sur lesquelles ils sont appelés à délibérer.

3. Les requérants soutiennent que les modifications apportées au projet de PLU arrêté le 9 juillet 2015 sont nombreuses de sorte que, à la seule lecture des mentions de la convocation à la séance du conseil municipal du 12 juillet 2016, laquelle omettait d'informer les conseillers de

la mise à disposition de l'entier dossier de PLU en mairie, les conseillers municipaux n'ont pas bénéficié d'une information suffisante quant à l'objet et aux enjeux de la séance du conseil municipal du 12 juillet 2016. Selon les mentions de la délibération en litige, lesquelles font foi jusqu'à preuve du contraire, les conseillers municipaux ont pu avoir accès dès le 4 juillet 2016 à l'entier dossier de PLU, lequel était tenu à la disposition des membres du conseil municipal dans les locaux de la mairie. Ainsi, il ne ressort pas des pièces du dossier que les élus, qui ont d'ailleurs tous été conviés à une réunion de présentation des modifications apportées au PLU suite à l'avis des services et à l'enquête publique, qui s'est tenue le 30 juin 2016, auraient été privés de la possibilité d'exercer utilement leur mandat, alors notamment qu'il leur était loisible de solliciter, le cas échéant, des précisions ou explications complémentaires ou de demander à consulter le dossier pour être mieux à même, si nécessaire, d'appréhender les modifications dont avait fait l'objet le projet de PLU après enquête publique. Dans ces conditions, les requérants ne sont pas fondés à soutenir que la délibération en litige aurait été adoptée irrégulièrement, faute d'information suffisante des conseillers municipaux.

En ce qui concerne le classement des parcelles A 938 et 2304 :

4. Il appartient aux auteurs d'un PLU de déterminer le parti d'aménagement à retenir pour le territoire concerné par le plan, en tenant compte de la situation existante et des perspectives d'avenir et de fixer, en conséquence, le zonage et les possibilités de construction. Leur appréciation, sur ces différents points, ne peut être censurée par le juge administratif qu'au cas où elle serait entachée d'une erreur manifeste ou fondée sur des faits matériellement inexacts.

5. Aux termes de l'article R. 123-7 alors en vigueur du code de l'urbanisme : « *Les zones agricoles sont dites " zones A ". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.* ».

6. En premier lieu, pour contester le classement des parcelles cadastrées section A 938 et 2304 en zone agricole, les requérants soutiennent que ces parcelles n'ont aucun potentiel agronomique et se présentent comme une dent creuse au sein d'une zone urbanisée. Il ressort toutefois des pièces du dossier, que ces parcelles sont non bâties, à usage de jardin, s'implantent en limite d'une urbanisation diffuse et éloignée du centre-bourg, au lieudit les Ragossons, et s'ouvrent sur une vaste zone agricole. Au surplus, selon la partie « diagnostic » du rapport de présentation, le classement en zone A se justifie par la présence du siège d'une exploitation agricole qualifiée de pérenne sur ces parcelles. Au regard de ces éléments, le choix des auteurs du PLU de classer les parcelles en litige en zone A, qui répond à l'objectif de modérer la consommation de l'espace figurant au PADD, n'apparaît pas entaché d'une erreur manifeste d'appréciation.

7. En second lieu, il ressort des pièces du dossier que le classement en zone UH d'une petite partie de 500 m² de la parcelle cadastrée section A n° 1843, sur laquelle s'implantent une partie d'une construction à usage d'habitation ainsi que son jardin clos d'une haie, répond à l'objectif des auteurs du PLU de délimiter au plus près des zones d'habitation la zone urbanisée et n'apparaît pas, pour ce motif, entachée d'erreur manifeste d'appréciation.

8. Il résulte de tout ce qui précède que MM. Vulliet ne sont pas fondés à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le tribunal administratif de Grenoble a rejeté le surplus de leurs conclusions à fin d'annulation de la délibération du 12 juillet 2016.

Sur les frais d'instance :

9. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que la somme que MM. Vulliet demandent au titre des frais qu'ils ont exposés soit mise à la charge de la commune, qui n'est pas partie perdante. En application de ces mêmes dispositions, il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de MM. Vulliet le versement d'une somme globale de 2 000 euros à la commune d'Allonzier-la-Caille, au titre des frais que la commune a exposés.

DECIDE :

Article 1^{er} : La requête de MM. Vulliet est rejetée.

Article 2 : MM. Henri et Robin Vulliet verseront à la commune d'Allonzier-la-Caille la somme de globale de 2 000 euros.

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié à MM. Henri et Robin Vulliet et à la commune d'Allonzier-la-Caille.

Délibéré après l'audience du 10 décembre 2019 à laquelle siégeaient :

M. Thierry Besse, président ;

Mme Christine Psilakis, première conseillère ;

Mme Bénédicte Lordonné, première conseillère.

Lu en audience publique, le 9 janvier 2020.

La rapporteure,

Le président,

Christine Psilakis

Thierry Besse

La greffière,

Fabienne Prouteau

La République mande et ordonne au ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales et au ministre de la transition écologique et solidaire en ce qui les concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition,

La greffière,